



Berlin Eco

NUMERO 17

© DG Trésor

17 septembre 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

L'[IfW Kiel](#) ajuste à la baisse ses projections de croissance du PIB allemand, principalement en raison des facteurs d'incertitudes actuels (conflits commerciaux, Brexit), impactant les exportations et les investissements : **+0,4% pour 2019 (-0,2 point) et +1,0% pour 2020 (-0,4 point)**. Pour 2021, l'institut annonce un taux de croissance de 1,4%. **L'année en cours ferait par ailleurs l'objet d'une récession technique, une baisse de 0,3% du PIB étant attendue au troisième trimestre**, après -0,1% au deuxième trimestre. L'IfW estime néanmoins qu'une récession persistante n'aura pas lieu, notamment grâce à la solide consommation des ménages et un secteur de la construction dynamique, et s'exprime contre la mise en place d'un programme de relance conjoncturel. **L'institut annonce par ailleurs une dégradation des finances publiques en raison de la situation conjoncturelle difficile, faisant passer l'excédent budgétaire de 42 Md€ en 2019 à un déficit de 7 Md€ en 2021.**

Le [RWI](#) (Essen) ajuste également ses projections de croissance : **+0,4% en 2019 (-0,4 point), puis +0,9% (-0,5 point) pour 2020**. Le PIB en 2021 croîtrait de 1,3%. Le risque d'une récession technique n'est pas exclu par l'institut, qui met en particulier l'accent sur les difficultés au niveau du secteur manufacturier et de la production automobile. La détérioration des comptes publics serait moins grave qu'annoncé par l'IfW : le RWI prévoit un excédent budgétaire de 23 Md€ en 2021, après 52 Md€ cette année. **Pour le [DIW](#) de Berlin, le PIB croîtrait de 0,5% en 2019, puis de 1,4% en 2020 et en 2021**. Si le risque d'une récession technique est également évoqué, l'institut souligne l'importance des mesures expansionnistes récentes décidées par la coalition, sans lesquelles la situation se serait aggravée davantage à court-terme ; **il appelle les responsables politiques à enfreindre le principe d'équilibre budgétaire pour investir massivement dans l'avenir de l'économie allemande.**

Les commandes dans le secteur manufacturier ont baissé de 2,7% en juillet 2019 par rapport au mois précédent, et de 5,6% par rapport à juillet 2018 (valeurs réelles et corrigées des effets de calendrier), selon l'[Office fédéral statistique](#) (Destatis). Les commandes domestiques ont diminué de 0,5% par rapport à juin 2019, celles de l'étranger de 4,2%. Parmi ces dernières, Destatis note une hausse de 0,3% des commandes issues de la zone euro, tandis que celles du reste du monde ont diminué de 6,7% par rapport au mois précédent. En parallèle, [Destatis](#) annonce également une **hausse des exportations de 0,7% en juillet 2019 par rapport au mois précédent, et de 3,8% par rapport à juillet 2018** (valeurs réelles et corrigées des effets de calendrier). Les importations chutent quant à elles de 1,5% par rapport à juin 2019 et de 0,9% en comparaison annuelle. Sur les sept premiers mois de l'année, l'excédent commercial recule néanmoins nettement (131,1 Md€ en 2019 contre 138,8 Md€ en 2018).

Toujours selon [Destatis](#), **la production du secteur productif (incluant les secteurs minier, énergétique, manufacturier et de la construction) a reculé de 0,6% en juillet 2019 par rapport à juin 2019, et de**



4,2% par rapport à juillet 2018 (valeurs réelles et corrigées des effets de calendrier). Parmi la production industrielle, qui a chuté de 0,8% par rapport au mois précédent, les productions de biens intermédiaires et de biens d'investissements ont baissé de respectivement 0,7% et 1,2%. La production d'énergie chute quant à elle de 1,3%. Enfin, les biens de consommation et le secteur de la construction ont vu leur production augmenter de respectivement 0,6% et 0,2%.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Le ministre fédéral des Finances Olaf Scholz [a présenté devant le Bundestag](#) son projet de budget fédéral pour 2020 et la planification financière jusqu'en 2023 (voir Berlin Eco n°12 ou [ce lien](#) pour les données détaillées du projet budgétaire validé par le Conseil des ministres en juin). **Le ministre défend un projet budgétaire solide, « tourné vers l'avenir » et ne nécessitant pas d'endettement supplémentaire.** Olaf Scholz salue le travail effectuée par la coalition et se veut confiant sur la capacité de réaction du gouvernement fédéral en cas de détérioration plus grave de la conjoncture ; à ce stade aucune source ou méthode de financement n'est évoquée. **Soulignant l'importance d'agir en matière de protection climatique, le ministre renvoie aux décisions du cabinet climat du 20 septembre s'agissant des choix budgétaires.** Le budget fédéral définitif devrait être adopté en novembre.

POLITIQUES SOCIALES

Selon [Destatis](#), 8% des salariés (de plus de 24 ans) avaient un **contrat à durée déterminée** en 2018. Une majorité (55%) d'entre eux travaillait avec un contrat d'une durée inférieure à un an, 21% avec un contrat d'un à deux ans, et près de 24% avec un de plus de 2 ans (soit 11% de plus de 3 ans).

Selon [Destatis](#), la part des personnes commençant un cursus de **formation** à qualification élevée (formation supérieure ou professionnelle hautement qualifiée telle que celle de « Meister » ou de technicien) a sensiblement augmenté atteignant 60% en 2017, contre 43% en 2006, l'Allemagne se rapprochant de la moyenne de l'OCDE (65%).

Le nombre de **réfugiés** en emploi atteignaient 399 000 personnes en août, dont 324 000 salariés (soit une hausse de 84 000 sur un an). Le taux d'emploi salarié s'élève à 34%. Le [gouvernement](#) veut concentrer ses efforts sur l'emploi salarié féminin. Selon [Destatis](#) le nombre de personnes bénéficiaires (411 000) de l'aide sociale délivrée aux réfugiés a baissé de 12% en 2018 sur un an, les dépenses de 17%.

Le ministre du Développement, Gert Müller, a présenté **le label textile « bouton vert »**, le premier label de l'Etat allemand visant à garantir la dignité des conditions de travail et le respect environnemental dans un contexte international : « les chaînes de sous-traitance équitables sont possibles », « l'entreprise entière est contrôlée. Quelques produits exemplaires ne suffisent pas ». Pour obtenir ce label, 26 standards sociaux et environnementaux doivent être respectés et 20 autres contrôlant notamment la transparence sur la liste des sous-traitants, le recueil et le traitement de plaintes. Ce label décerné à 27 entreprises pour les activités « couture » et « teinture » s'élargira l'an prochain à la culture de coton.

ACTUALITE FINANCIERE

REGULATION FINANCIERE

Lors d'une conférence sur le secteur bancaire à Francfort/Main, Felix Hufeld, président de la BaFin, déconseille au [gouvernement](#) de recourir à **l'interdiction des taux négatifs sur les dépôts** des particuliers. Joachim Würmeling, membre du directoire de la Bundesbank, soutient cette position.

**BANQUES ET ASSURANCES**

Deutsche Bank a ouvert un [hub fintech à Shanghai](#). Elle fait partie, avec BNP Paribas des deux banques étrangères, ayant obtenu une licence permettant [d'émettre des obligations d'entreprises chinoises](#). La Chine représente, après les Etats-Unis et le Japon, le 3^e marché obligataire du monde.

Une banque mutualiste (Frankfurter Volksbank, 600 000 clients) et une caisse d'épargne (Taunus Sparkasse, 120 000 clients) [fusionnent 50 agences](#) pour réduire leurs coûts d'exploitation et maintenir néanmoins un réseau d'agences relativement dense. Les établissements de crédit se partageront les locaux mais ne mettront en commun ni leur personnel ni leur système informatique.

Le gouvernement indique dans une [réponse à une question parlementaire](#) que la BaFin évalue à 528 M€ les provisions pour risque de sanctions liées à **des fraudes de type « cum/ex »** des banques allemandes surveillées par le superviseur national. Par ailleurs, des perquisitions auraient été menées, dans le cadre de ces fraudes, chez Commerzbank et Clearstream (Deutsche Börse).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 17 septembre 2019